



## **MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

---

**LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE**

**A**

**MESSIEURS LES DIRECTEURS INTERREGIONAUX DES SERVICES PENITENTIAIRES**

**MONSIEUR LE DIRECTEUR INTERREGIONAL, CHEF DE LA MISSION DES SERVICES  
PENITENTIAIRES D'OUTRE-MER**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DE LA PROTECTION JUDICIAIRE  
DE LA JEUNESSE**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES CHEFS D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**

### **POUR INFORMATION**

**A**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS GENERAUX PRES LES COURS D'APPEL**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREMIERS PRESIDENTS DES COURS D'APPEL**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PROCUREURS DE LA REPUBLIQUE PRES LES TRIBUNAUX  
DE GRANDE INSTANCE**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE**

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION ET D'ETUDES DE LA  
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**OBJET : Circulaire relative au régime de détention des mineurs**

<b>OBJET</b>	Circulaire relative au régime de détention des mineurs
<b>NOR</b>	JUSK0740097C
<b>REF</b>	G4
<b>MOTS CLEFS</b>	Régime de détention ; mineur ; établissement pénitentiaire pour mineurs ; quartier pour mineurs ; discipline ; orientation et affectation ; santé ; équipe pluridisciplinaire
<b>TEXTES DE RÉFÉRENCE</b>	<p>Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante</p> <p>Loi d'orientation et de programmation pour la justice du 9 septembre 2002</p> <p>Articles R. 57-9-11 à R.57-9-17 du code de procédure pénale issus du décret n°2007-337 du 9 mai 2007 relatif à la détention des mineurs.</p> <p>Articles D. 53, D. 55, D. 56-1, D. 74, D. 76, D. 80 , D. 146-2 , D. 146-3, D. 177, D. 180, D. 249 à D. 251-1 D. 283-1, D. 362 et D. 514 à D.521-1 du code de procédure pénale tels qu'issus du décret n° 2007-749 du 9 mai 2007 relatif au régime de détention des mineurs et du décret n° 2007-814 du 11 mai 2007 relatif au régime disciplinaire des mineurs détenus</p> <p>Articles A.43-2 et A.43-3 tels qu'issus de l'arrêté du 9 mai 2007 modifiant le code de procédure pénale (quatrième partie : arrêtés) et relatif aux établissements pénitentiaires destinés à l'accueil des mineurs</p> <p>Circulaire NORJUSE 98 7400 76N Education nationale – Justice du 25 mai 1998 sur l'enseignement aux jeunes détenus</p> <p>Circulaire SADJPV du NORJUSJ 0290002C 2 avril 2002 relative à l'avocat assistant une personne détenue</p> <p>Circulaire NORJUSE E 0340044C du 18 avril 2003 relative à la procédure d'orientation et aux décisions d'affectation des condamnés</p> <p>Note DAP SD2 n°111 du 4 avril 2006 relative à la carte pénitentiaire des établissements habilités à l'accueil des mineurs</p> <p>Note DAP EMS2 n°350 du 3 novembre 2006 relative aux moyens de défense et de protection des futurs EPM</p>

## PLAN

INTRODUCTION .....	6
I - LE MINEUR DETENU .....	6
1.1 - Lieux d'incarcération des mineurs .....	6
1.2 – Orientation et affectation des mineurs .....	7
1.2.1 - Les mineurs prévenus .....	7
1.2.2 - Les mineurs condamnés.....	7
1.2.2.1 L'orientation et l'affectation initiale.....	7
Le dossier d'orientation .....	8
1.2.2.2 Le changement d'affectation.....	8
1.3 - Le principe de séparation des mineurs et des majeurs détenus et la mixité .....	8
II – LE MAINTIEN EXCEPTIONNEL DES JEUNES MAJEURS EN ETABLISSEMENT POUR MINEURS OU EN QUARTIER DES MINEURS .....	9
III - LES INTERVENANTS AUPRES DES MINEURS DETENUS.....	10
3.1 - L'équipe pluridisciplinaire.....	10
3.1.1 - Composition et attributions de l'équipe pluridisciplinaire .....	11
3.1.1.1 - Composition.....	11
3.1.1.2 - Attributions.....	11
3.1.2 - Fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire .....	12
3.2 - Les autres instances .....	12
3.2.1 - La réunion de l'équipe de direction (établissement pénitentiaire pour mineurs) .....	12
3.2.2 - La commission d'incarcération des mineurs détenus .....	12
3.3 - Les outils.....	12
3.3.1 - Le cadre de l'organisation du travail .....	12
3.3.1.1 - Le projet d'établissement.....	12
3.3.1.2 - Les projets de service.....	13
3.3.2 - La transmission de l'information.....	13
3.3.2.1 - Le passage quotidien des informations et consignes .....	13
3.3.2.2 - Le cahier de consignes.....	13
3.3.2.3 - Le cahier d'observation .....	13
3.3.3. - L'outil informatique.....	13
IV - LE REGIME DE DETENTION .....	14
4.1 - L'accueil en détention.....	14
4.1.1 - Les entretiens « arrivant » .....	14
4.1.2 - Bilan éducation nationale .....	14
4.2 - La répartition des mineurs au sein de l'établissement .....	15
4.3 – Les éléments constitutifs de la prise en charge individuelle du mineur détenu.....	16
4.4 - Les relations avec l'extérieur.....	17
4.4.1 - L'exercice de l'autorité parentale sur le mineur détenu .....	17
4.4.2 - Visites, courrier, téléphone et cantine.....	18
4.4.2.1 - Les parloirs .....	18
4.4.2.2 – Le courrier.....	19
4.4.2.3 - Le téléphone .....	19
4.4.2.4- La cantine .....	20
4.5 – L'accès des mineurs à l'instruction, à la formation et aux activités socio-éducatives, culturelles et sportives.....	20
4.6 - L'accès aux soins des mineurs détenus .....	22
4.7 - Les mesures de sécurité .....	23
4.7.1 - Menottes et entraves .....	23
4.7.2 - Fouilles .....	24

4.7.3 - Isolement .....	24
4-8 - La mesure de protection individuelle .....	24
4.9 - Les éléments constitutifs du projet de sortie.....	25
V - LE REGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX MINEURS DETENUS .....	26
5.1 - Le régime disciplinaire .....	26
5.1 1- La procédure disciplinaire .....	26
5.1.1.1 - L'intervention de la protection judiciaire de la jeunesse .....	26
5.1.1.2 - L'assistance par un avocat .....	27
5.2 - Les sanctions disciplinaires .....	27
5.2.1 - Les sanctions générales de l'article D. 251-1-1 du CPP.....	28
5.2.2 - Les sanctions spécifiques.....	30
5.2.2.1 - La mise à pied d'un emploi ou d'une activité de formation (D. 251-1-3 du CPP)....	30
5.2.2.2 - Le placement en cellule disciplinaire (D.251-1-2 du CPP) .....	30
5.2.2.2.1 - Le placement en prévention (article D.250-3 modifié du CPP) .....	31
5.2.2.2.2 - Le régime du quartier disciplinaire.....	31
5.3 - Le prononcé de la sanction .....	32
VI – NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMISSIONS DE SORTIR.....	33
ANNEXES .....	34

## **INTRODUCTION**

La loi d'orientation et de programmation pour la justice (LOPJ) du 9 septembre 2002 et la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (LAJEC) ont contribué à l'évolution de la prise en charge des mineurs délinquants et posé le principe d'une intervention des éducateurs au sein de la détention. L'article R.57-9-16 du code de procédure pénale (CPP) prévoit ainsi que l'intervention des éducateurs du service public de la protection judiciaire de la jeunesse doit être continue. La création des établissements pénitentiaires spécialisés pour mineurs (EPM) résulte de ces textes.

La présente circulaire a pour objet de présenter les nouvelles dispositions relatives du régime de détention des mineurs telles qu'elles résultent des trois décrets n°2007-748, 749 et 814 des 9 et 11 mai 2007 relatifs au régime de détention et disciplinaire des mineurs et de donner aux services pénitentiaires et aux services de la protection judiciaire de la jeunesse qui prennent en charge les mineurs détenus, les directives nécessaires à la mise en œuvre de ces textes.

Il y a lieu de rappeler que le régime de détention des détenus majeurs demeure applicable aux mineurs dès lors qu'aucune règle spécifique n'est prévue.

## **I - LE MINEUR DETENU**

Pour les actes de la procédure pénale, la minorité est établie en considération de l'âge du mineur à la date de commission des faits reprochés.

En revanche, le régime de détention des mineurs s'applique aux personnes faisant l'objet d'une mesure de détention provisoire ou condamnées par les juridictions pour mineurs qui sont âgées de moins de 18 ans le jour de leur incarcération et durant celle-ci.

### **1.1 - Lieux d'incarcération des mineurs**

Les mineurs peuvent désormais être incarcérés dans deux structures distinctes :

- un quartier des mineurs d'un établissement pénitentiaire
- un établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs.

La liste des établissements spécialisés pour mineurs et des quartiers des mineurs des établissements pénitentiaires est fixée par arrêté du ministre de la justice (arrêté du 9 mai 2007).

L'orientation du mineur doit être liée à son intérêt personnel, en tenant compte de :

- la proximité du lieu de vie habituel du mineur afin d'étayer le travail autour du maintien ou de la restauration des liens familiaux ;
- la proximité du lieu de mise en œuvre de son projet de sortie ;
- pour les mineurs prévenus, la proximité de la juridiction en charge du dossier.

Le principe de l'encellulement individuel des mineurs est fixé par l'article R.57-9-14 du CPP. La capacité d'hébergement de la structure d'accueil doit être vérifiée avant toute décision d'affectation d'un mineur. Cela nécessite une véritable politique de gestion des flux dans l'établissement. Cette politique exige un travail d'information préalable des magistrats. Ainsi les chefs d'établissement informent au moins une fois par mois les magistrats du ressort (procureur de la République, juges des enfants, juges d'instruction, juge des libertés et de la détention) du nombre de places disponibles pour accueillir de nouveaux détenus.

Dès que le seuil critique d'occupation de la structure commence à être atteint, il convient d'anticiper les difficultés en évaluant le plus tôt possible les transferts les moins préjudiciables à l'intérêt des mineurs et en travaillant en amont de la décision (notamment avec les partenaires extérieurs et les titulaires de l'autorité parentale). Il convient d'anticiper les difficultés.

## **1.2 – Orientation et affectation des mineurs**

Les règles relatives à la procédure d'orientation et d'affectation des majeurs restent applicables aux mineurs (circulaire du 18 avril 2003 relative à la procédure d'orientation et aux décisions d'affectation des condamnés). Toutefois les décrets de 2007 introduisent certaines particularités.

### **1.2.1 - Les mineurs prévenus**

L'article D.53 du CPP prévoyant le lieu d'incarcération des prévenus est désormais complété par la possibilité d'incarcérer les mineurs dans les établissements pénitentiaires spécialisés pour mineurs, quelle que soit leur localisation géographique.

Ainsi, le magistrat saisi du dossier de l'information a la possibilité d'affecter un mineur dans le quartier des mineurs de la maison d'arrêt du siège de sa juridiction, dans celui de la maison d'arrêt la plus proche, ou encore dans l'un des 7 établissements pénitentiaires spécialisés pour mineurs.

L'équipe pluridisciplinaire peut faire une proposition d'orientation au magistrat. Cette proposition prend la forme d'un rapport motivé du chef d'établissement qui sera transmis au magistrat en charge de l'information judiciaire (article D.53 alinéa 4 du CPP).

### **1.2.2 - Les mineurs condamnés**

#### **1.2.2.1 L'orientation et l'affectation initiale**

Tout mineur incarcéré, même pour une courte durée, doit pouvoir exécuter son temps de détention dans les meilleures conditions possibles et le choix de l'établissement doit répondre à cet objectif.

L'article D.75 du CPP rend cette procédure obligatoire pour les mineurs ayant encore à subir une incarcération d'une durée supérieure à 3 mois, et en conséquence, une proposition d'orientation est systématiquement transmise à l'autorité compétente pour décider de l'affectation.

Même si le temps de détention du mineur est inférieur à 3 mois, la procédure d'orientation est mise en œuvre mais seules les propositions favorables à un changement d'établissement seront transmises à l'autorité compétente.

#### Le mineur prévenu devenant condamné

Lorsque le mineur prévenu est condamné, il reste incarcéré la plupart du temps dans le même établissement tant que la décision n'est pas définitive.

Vous devez mettre à profit le temps des délais de recours pour recueillir l'ensemble des éléments de personnalité utiles à la décision d'affectation et évaluer l'opportunité d'un changement de lieu d'incarcération.

#### Le mineur condamné

En même temps qu'il met à exécution la condamnation, le magistrat choisit l'établissement qui accueille le mineur. Vous devrez vérifier, dans le délai de la procédure d'accueil que l'affectation choisie est la plus pertinente.

### **Le dossier d'orientation**

Le dossier d'orientation est constitué sous la responsabilité du chef d'établissement. Conformément à l'article D.76 du CPP modifié, il comprend :

- les renseignements relatifs à la situation pénale et pénitentiaire,
- les éléments afférents aux conditions de prise en charge sanitaire,
- l'avis du mineur,
- l'avis des titulaires de l'autorité parentale,
- l'avis du juge des enfants,
- les éléments relatifs à la prise en charge éducative complétés par la PJJ

L'équipe pluridisciplinaire donne également un avis écrit, joint au dossier d'orientation. Tout autre service ayant à connaître de la situation des mineurs peut utilement émettre un avis quant à l'orientation de celui-ci.

#### **1.2.2.2 Le changement d'affectation**

Les articles D.82 et D.82-1 du code de procédure pénale demeurent applicables aux mineurs. Il est toutefois préconisé que soit intégré au dossier l'avis de l'équipe pluridisciplinaire ou au moins un rapport de la PJJ.

### **1.3 - Le principe de séparation des mineurs et des majeurs détenus et la mixité**

L'article 11 de l'ordonnance 2 février 1945, modifié par la loi d'orientation et de programmation du 9 septembre 2002, prévoit dans son alinéa 4 que « *la détention provisoire est effectuée soit dans un quartier spécial de la maison d'arrêt, soit dans un établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs ; les mineurs détenus, sont, autant qu'il est possible, soumis à l'isolement de nuit. Les mineurs âgés de 13 à 16 ans ne peuvent être placés en*

*détention que dans les seuls établissements garantissant un isolement complet d'avec les détenus majeurs, ainsi que la présence en détention d'éducateurs dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat ».*

Ces principes de séparation sont applicables à l'ensemble des mineurs détenus (garçons et filles).

L'article R.57-9-14 du CPP pose le principe de l'accueil des mineurs dans les établissements spécialisés pour mineurs au sein d'unités de vie prévues à cet effet.

Cependant, à titre exceptionnel, lorsque leur intérêt le justifie, l'équipe pluridisciplinaire peut proposer une autre orientation.

En tout état de cause et quelle que soit l'affectation décidée, la mineure doit pouvoir bénéficier d'un suivi éducatif par les services de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).

En établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs, les détenus sont hébergés dans des espaces dénommés « unités de vie » comprenant des salles communes et des cellules. Les activités organisées pour les mineurs peuvent accueillir des détenus des deux sexes (ex : les repas), même lorsqu'elles se déroulent en unité de vie (article R.59-12 alinéa 2 du CPP).

En revanche, l'hébergement de nuit des filles doit être effectué dans des unités de vie distinctes de celles des garçons et sous la surveillance de personnel de leur sexe (article R.59-12 alinéa 1 du CPP). Cela n'exclut pas qu'en cas de nécessité, le personnel gradé masculin puisse intervenir dans l'unité de vie fille, en présence d'une surveillante.

Si, à titre exceptionnel, la participation d'un mineur, garçon ou fille, aux activités organisées avec des détenus majeurs est envisagée, le chef d'établissement doit autoriser cette dérogation conformément à l'article R.59-17 du CPP après avis de l'équipe pluridisciplinaire (article D.518.-1 du CPP). Toutefois, cette dérogation ne peut en aucun cas concerner les mineurs âgés de 13 à 16 ans.

## **II – LE MAINTIEN EXCEPTIONNEL DES JEUNES MAJEURS EN ETABLISSEMENT POUR MINEURS OU EN QUARTIER DES MINEURS**

Les jeunes détenus ont actuellement vocation, dès la survenance de leur majorité, à rejoindre les lieux de détention des majeurs, de manière à respecter la nature spécifique de la prise en charge des mineurs détenus et à assurer la protection de ces derniers.

Mais, le changement de type de prise en charge et d'environnement, à la survenance de la majorité, constitue souvent une rupture brutale qui, dans le cas d'une fin d'incarcération proche, peut compromettre le travail éducatif.

C'est pourquoi, lorsque le temps de détention provisoire ou le reliquat de peine restant à subir par l'intéressé ne dépasse pas 6 mois, et si sa personnalité et son comportement en détention le justifient, un détenu qui atteint la majorité en détention peut être maintenu en établissement pour mineurs (EPM) ou en quartier des mineurs (QM) sur le fondement de l'article R.57-9-2 du CPP.



L'équipe pluridisciplinaire doit évaluer la situation de chaque mineur devenant majeur. En cas d'avis favorable de cette équipe, le chef d'établissement transmet par écrit, la proposition de maintien au directeur régional des services pénitentiaires, pour les condamnés (article D.80 du CPP) ou au magistrat saisi du dossier de l'information, pour les prévenus (article D.55 du même code). Si le chef d'établissement a reçu délégation à cet effet, il prend lui-même la décision.

Ce maintien ne peut se concevoir sans l'accord du détenu devenu majeur en raison des dérogations qu'il induit par rapport à son statut de majeur. En effet, le jeune majeur demeure soumis aux règles de fonctionnement de l'établissement qui l'accueille. Par voie de conséquence, l'ensemble des restrictions ou interdictions liées à la minorité ou à la nature de l'établissement, continue à s'imposer à lui.

En revanche, son statut est modifié à la date anniversaire de sa majorité pour l'exercice de ses droits personnels et de ses obligations juridiques. Le détenu devenu majeur relève du régime disciplinaire des adultes et les règles relatives à l'exercice de l'autorité parentale ne sont plus applicables.

Il apparaît important que ces nouveaux droits et obligations soient clairement identifiables par le jeune majeur et qu'en conséquence le règlement intérieur fasse un état détaillé des modifications du régime de prise en charge liées au passage à la majorité.

Les mineurs devenus majeurs et maintenus pour quelques mois en EPM ou QM, continuent à être suivis par le service éducatif de la PJJ jusqu'à leur sortie sous réserve d'un mandat exprès du juge. A défaut, le jeune majeur est suivi par le SPIP du département dans lequel se trouve l'établissement.

Par ailleurs, lorsque la séparation des mineurs prévenus de 13-16 ans et des détenus jeunes majeurs n'est pas possible, le détenu majeur doit être transféré. Il appartient alors à l'équipe pluridisciplinaire de préparer ce transfert en lien avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation afin d'éviter une rupture brutale dans la prise en charge.

### **III - LES INTERVENANTS AUPRES DES MINEURS DETENUS**

#### **3.1 - L'équipe pluridisciplinaire**

L'article R.57-9-15 du CPP pose le principe d'une articulation constante entre les équipes de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse. A cet égard, l'article D.514 nouveau du CPP institue dans chaque établissement une équipe pluridisciplinaire à laquelle participent tous les acteurs de l'établissement.

Afin d'assurer la cohérence dans les interventions de chacun, les différents services doivent mutualiser les informations et coordonner leurs actions dans l'intérêt du mineur. Ainsi, les avis de l'équipe pluridisciplinaire constituent des positions institutionnelles et ne doivent pas offrir de prise à la contestation des mineurs. Un réel travail d'articulation des différents métiers doit permettre de construire une pluridisciplinarité qui respecte l'identité professionnelle et l'éthique de chacun.

### **3.1.1 - Composition et attributions de l'équipe pluridisciplinaire**

#### **3.1.1.1 - Composition**

L'équipe pluridisciplinaire se compose de représentants des différents services intervenants auprès des mineurs détenus.

- membres permanents : le chef d'établissement ou son adjoint, un représentant du personnel de surveillance, un représentant de l'équipe éducative de la protection judiciaire de la jeunesse, un représentant de l'éducation nationale.
- membres ponctuels : ce sont des personnes susceptibles d'apporter des éléments sur la situation d'un mineur, qui peuvent être invitées, en tant que de besoin, à participer aux réunions de l'équipe pluridisciplinaire par le chef d'établissement. Il pourra s'agir notamment :
  - des médecins responsables de l'unité de consultations et de soins ambulatoires (UCSA), du médecin responsable du secteur psychiatrique responsable de la prise en charge psychiatrique au sein de l'UCSA ou du médecin-chef du service médico-psychologique régional (SMPR) ou de leur représentant ;
  - des représentants des prestataires extérieurs ;
  - de représentants d'institutions connaissant le mineur avant sa détention ;
  - de membres d'associations habilitées à l'accueil de mineurs délinquants ou sortants de prison ;
  - d'un représentant du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) lorsque sont abordées les situations de jeunes majeurs, dont le SPIP va assurer le suivi en relais de la PJJ ;
  - de toute personne ayant à connaître de la situation des mineurs.

Selon l'ordre du jour de la réunion de l'équipe pluridisciplinaire, les responsables de ces services désignent les personnes dont l'intervention est souhaitable. Dans un souci d'efficacité, il convient néanmoins de ne pas multiplier les intervenants.

#### **3.1.1.2 - Attributions**

L'équipe pluridisciplinaire émet, pour chaque mineur, des avis sur l'ensemble des éléments susceptibles d'affecter son parcours en détention et l'élaboration de son projet de sortie. Il s'agit notamment des avis concernant :

- son orientation (primo-affectation et transfert)
- son projet individuel de prise en charge (emploi du temps, affectation au sein de l'établissement)
- son inscription à des activités (enseignement, travail, formation, activités socioculturelles ou activités communes avec des détenus majeurs),
- son projet de préparation à la sortie.

Les avis de l'équipe pluridisciplinaire ne lient pas l'autorité en charge de la décision. Néanmoins la pluridisciplinarité permet de réunir un ensemble large d'arguments qui consolide la proposition de l'équipe et donne du poids aux avis émis.

Elle n'est pas compétente en matière disciplinaire.

### **3.1.2 - Fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire**

L'équipe pluridisciplinaire se réunit au moins une fois par semaine (article D.514 alinéa 3 du CPP).

Les réunions sont consacrées au fonctionnement général du quartier des mineurs ou des unités de vie et à l'évolution de chaque mineur détenu. Au cours de ces réunions sont notamment communiqués les projets d'éducation pour la santé et les projets pédagogiques.

La situation individuelle de chaque détenu doit être abordée au moins 1 fois par mois.

## **3.2 - Les autres instances**

### **3.2.1 - La réunion de l'équipe de direction (établissement pénitentiaire pour mineurs)**

Réunie mensuellement et présidée par le chef d'établissement ou son représentant, cette réunion institutionnelle est le lieu d'examen de l'ensemble des questions relatives au fonctionnement global de la structure. Y participent le chef d'établissement ou son représentant, les cadres de la protection judiciaire de la jeunesse, les médecins responsables de l'unité de consultations et de soins ambulatoires (UCSA), le médecin responsable du secteur psychiatrique responsable de la prise en charge psychiatrique au sein de l'UCSA ou le médecin-chef du service médico-psychologique régional (SMPR).

### **3.2.2 - La commission d'incarcération des mineurs détenus**

Elle se tient au moins deux fois par an, et si possible une fois par trimestre. Elle détermine les orientations, les politiques locales en matière de détention des mineurs et aborde les problèmes institutionnels. Convoquée à l'initiative du directeur départemental de la PJJ, elle réunit le procureur de la République, les juges des enfants, les juges de l'application des peines, le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse, le directeur de l'établissement pénitentiaire, le directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation ou leurs représentants respectifs, des membres de l'équipe pluridisciplinaire du quartier des mineurs, un représentant de l'ordre des avocats et, le cas échéant, des représentants du secteur associatif. En tant que de besoin, les informations sont communiquées à l'unité de soins.

## **3.3 - Les outils**

### **3.3.1 - Le cadre de l'organisation du travail**

#### **3.3.1.1 - Le projet d'établissement**

Sous l'autorité du chef d'établissement, les membres des équipes de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse élaborent un projet d'établissement qui définit l'organisation du quartier des mineurs ou de l'établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs, notamment pour ce qui concerne l'articulation entre les différentes

interventions auprès des mineurs détenus et la politique partenariale de l'établissement. Ce projet est soumis au personnel soignant dès lors qu'il aborde le partenariat avec les personnels de santé.

### **3.3.1.2 - Les projets de service**

Sous l'autorité de leurs tutelles respectives, les membres des équipes relevant de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse élaborent un projet de service qui définit les modalités d'organisation interne de chacune des administrations ainsi que le sens de leur intervention auprès du public détenu.

### **3.3.2 - La transmission de l'information**

#### **3.3.2.1 - Le passage quotidien des informations et consignes**

A chaque changement de service, un échange doit être organisé sur les derniers événements concernant la prise en charge des mineurs, tant au plan collectif qu'individuel, sur l'emploi du temps et les priorités des heures qui suivent.

#### **3.3.2.2 - Le cahier de consignes**

Il permet de formaliser les consignes entre les équipes de jour et de nuit, de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse, et de garder la trace des événements relatifs à la vie du groupe ou à certains détenus.

Le cahier de consignes est consultable à tout moment par les autorités administratives ou judiciaires.

#### **3.3.2.3 - Le cahier d'observation**

Ce document permet aux surveillants de l'administration pénitentiaire de consigner par écrit, les faits et les incidents quotidiens de la détention ainsi que les éléments d'appréciation relatifs au comportement des personnes détenues. Il vise à mieux connaître la population pénale et à prévenir les incidents. Ce cahier est à tout moment consultable par les membres de l'équipe éducative de la protection judiciaire de la jeunesse présente en détention, ainsi que par les autorités administratives ou judiciaires.

### **3.3.3. - L'outil informatique**

Les informations sur le parcours antérieur du mineur, son niveau de compétences, ses activités en détention et les validations obtenues, sont saisies sur le réseau justice GIDE, dans un module spécifique ATF, activités – travail – formation.

La saisie régulière de ces informations permet d'éditer des plannings d'activités, des emplois du temps, des fiches de suivi individuel ou des bilans statistiques.

## **IV - LE REGIME DE DETENTION**

### **4.1 - L'accueil en détention**

#### **4.1.1 - Les entretiens « arrivant »**

L'entretien arrivant se déroule dans les conditions prévues par l'article D.285 du CPP. Il est réalisé par le chef d'établissement ou l'un de ses subordonnés immédiats, dès le jour de l'arrivée du mineur ou, en cas d'écrou tardif, dès le lendemain matin.

Au cours de cet entretien, une copie du règlement intérieur de l'établissement est remise au mineur (règlement intérieur pour les établissements pénitentiaires spécialisés pour mineurs, ou partie du règlement intérieur s'appliquant au quartier des mineurs pour les autres établissements).

Un représentant de l'équipe éducative de la protection judiciaire de la jeunesse doit rencontrer le mineur au plus tard dans les 48 heures qui suivent son placement sous écrou, pour une première prise de contact, au cours de laquelle il lui explique le rôle et les modalités d'organisation de l'équipe éducative en détention. Au cours de la phase d'arrivée du mineur, le représentant de la PJJ doit en outre établir le lien avec d'éventuelles prises en charge éducatives antérieures et/ou extérieures et participer à l'élaboration de son premier emploi du temps individualisé.

En EPM, les deux entretiens arrivant de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire peuvent être réalisés conjointement par le binôme éducateur-surveillant qui aura la charge du mineur, si celui-ci a pu être précédemment désigné.

Eu égard aux spécificités de l'adolescence, une circulaire préparée conjointement par les services des ministères de la santé et de la justice précisera la démarche sanitaire envisagée. En attente de la diffusion de cette circulaire, la circulaire n° 27 DHOS/DGS/DSS/DGAS/DAP du 10 janvier 2005 relative à l'actualisation du guide méthodologique relatif à la prise en charge sanitaire des personnes détenues et à leur protection sociale constitue la référence.

#### **4.1.2 - Bilan éducation nationale<sup>1</sup>**

Quel que soit le temps de détention, tous les jeunes doivent se voir offrir la possibilité d'un bilan pédagogique personnel (article D.516 CPP). Un repérage systématique de l'illettrisme et un positionnement pédagogique sont assurés lors de l'accueil par le service d'enseignement. Pour compléter ce bilan, il peut être fait appel à des conseillers d'orientation psychologues ainsi qu'à tous les dispositifs de l'éducation nationale.

A partir des éléments recueillis, le service d'enseignement propose à l'équipe pluridisciplinaire un projet individuel de formation qui tient compte des contraintes liées à la composition des groupes, du comportement du mineur et des autres activités proposées.

---

<sup>1</sup> En Nouvelle Calédonie et en Polynésie française, il s'agit des services compétents localement

## **4.2 - La répartition des mineurs au sein de l'établissement**

Deux objectifs principaux sont visés dans la prise en charge des mineurs, d'une part l'apprentissage de la vie collective et des liens sociaux, et d'autre part la construction du suivi individuel. Le choix de placer un mineur dans une unité plutôt qu'une autre ainsi que la constitution d'un groupe de mineurs au sein de celle-ci doivent tenir compte de cette double finalité.

La décision d'affectation en cellule est prise par le chef d'établissement ou son représentant.

L'affectation d'un mineur au sein d'une unité de vie ou dans une partie du quartier des mineurs peut se réaliser à trois occasions :

- à la sortie du quartier arrivants. Le chef d'établissement prend la décision d'affectation après consultation du dossier arrivant et sur proposition de l'équipe pluridisciplinaire.
- sur proposition d'un personnel en charge du mineur. Ce professionnel doit transmettre à sa hiérarchie toute proposition motivée de changement d'affectation d'un mineur (motivée au regard de son évolution, de son positionnement dans le groupe ou de difficultés repérées). Cette proposition est communiquée le plus rapidement possible au chef d'établissement ou la personne ayant reçu délégation pour les décisions d'affectation en cellule. Elles seront soumises à l'équipe pluridisciplinaire lors de sa réunion hebdomadaire. En cas d'urgence liée à la sûreté du détenu mineur, le chef d'établissement, ou son délégataire, peut décider d'un changement d'affectation de cellule ou d'unité de vie ou de quartier avant la réunion de l'équipe pluridisciplinaire.
- à la demande du détenu (ex : demande de doublement en cellule, demande de changement d'unité de vie etc.). Les règles procédurales exposées dans le paragraphe précédent sont également applicables aux demandes formulées par les détenus.

La répartition des mineurs au sein de l'établissement répond à un certain nombre d'exigences réglementaires.

A titre exceptionnel, un détenu mineur peut être placé en cellule avec un détenu de son âge dans deux cas : pour motif médical ou en raison de sa personnalité (article R.59-9-14 du CPP).

Les mineurs ne peuvent en aucun cas être plus de deux en cellule.

Les jeunes devenus majeurs qui restent dans l'EPM ou le quartier mineurs ne peuvent pas être hébergés dans la même cellule qu'un mineur.

Le chef d'établissement qui définit l'organisation de la détention, en lien avec les services de la protection judiciaire de la jeunesse, peut mettre en place des régimes différents selon les unités de vie et les modalités de prise en charge des mineurs.

L'affectation en unité de vie et en cellule doit impérativement être dissociée des questions disciplinaires. Les différents régimes applicables ne doivent pas comporter de restrictions assimilables à des sanctions disciplinaires (comme par exemple la suppression de la télévision ou d'activité dirigée). Ainsi, la différenciation des régimes peut porter sur des limitations

d'accès aux activités non dirigées, sur la liberté de mouvements des détenus ou sur l'ouverture des cellules.

Le choix du régime applicable à chaque mineur doit être justifié au regard des comportements avérés et constatés qu'il a pu manifester au cours de sa détention. Le changement de régime au sein de l'établissement doit être étudié lors de l'examen mensuel de la situation individuelle du mineur par l'équipe pluridisciplinaire et doit lui être expliqué par les membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Les différentes modalités de prise en charge sont clairement explicitées dans le règlement intérieur.

#### **4.3 – Les éléments constitutifs de la prise en charge individuelle du mineur détenu**

La prise en charge du mineur détenu par les membres de l'équipe pluridisciplinaire vise essentiellement à :

- prévenir le choc de l'incarcération ,
- améliorer la qualité de la prise en charge des mineurs incarcérés en garantissant une dimension éducative durant la détention et en renforçant le suivi individuel,
- anticiper, favoriser et préparer les conditions de son insertion lors de sa sortie,
- favoriser l'individualisation des peines privatives de liberté.

Pour l'essentiel, il s'agit d'inscrire le temps de la détention dans un parcours éducatif global, de s'appuyer sur les éléments majeurs de l'itinéraire personnel et, le cas échéant, éducatif, pour dessiner les bases d'un projet de sortie et d'intégration sociale.

Les professionnels de l'administration pénitentiaire et les services éducatifs de la PJJ sont garants des moyens donnés au jeune pour que l'incarcération prenne sens chez lui.

Le travail d'accompagnement éducatif auprès des mineurs détenus débute dès la phase d'accueil puis en unité de vie, se prolonge tout au long de la prise en charge et aboutit à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet de sortie. L'équipe pluridisciplinaire décline son action autour des axes qui suivent :

- explicitation auprès du jeune du régime de détention, des conditions et du sens donné à son incarcération. Ce travail doit permettre d'amorcer la réflexion sur l'acte ou les actes générateur(s) du placement sous écrou ;
- organisation d'un quotidien de la prison. Un emploi du temps individualisé doit répondre à des réalités et des besoins; en ce sens, les équipes doivent pouvoir s'appuyer sur les instances pluridisciplinaires ;
- restauration ou maintien des liens familiaux ;
- adaptation de la prise en charge aux difficultés particulières du mineur, plus spécifiquement au moment des extractions judiciaires, du procès, dans la période qui suit la condamnation et durant tous les événements difficiles rencontrés par le mineur en détention ;
- suivi du parcours d'apprentissage en détention, en lien notamment avec les enseignants de l'Education Nationale ;
- suivi du parcours de socialisation en détention, en lien avec le service éducatif titulaire de la mesure judiciaire précédant l'entrée en détention et habituellement en charge du suivi du jeune.

## **4.4 - Les relations avec l'extérieur**

### **4.4.1 - L'exercice de l'autorité parentale sur le mineur détenu**

La famille joue un rôle de premier plan dans le processus de réintégration du mineur au sein de la collectivité. Le maintien des liens familiaux constitue dès lors un véritable enjeu de la détention, à la fois dans le déroulement de celle-ci et dans la préparation à la sortie.

Ainsi, le personnel pénitentiaire et les services de la protection judiciaire de la jeunesse doivent veiller à favoriser ces relations et impliquer la famille dans le déroulement de la détention.

L'autorité parentale est définie par l'article 371-1 du code civil comme « un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne. »

L'exercice de l'autorité parentale n'est pas interrompu par l'incarcération du mineur. Le chef d'établissement assure l'information et recueille les avis des titulaires de cette autorité.

L'avis des titulaires de l'autorité parentale doit obligatoirement être recueilli par le chef d'établissement pour les décisions d'affectation (article D.76 du CPP). Tous les moyens mis en œuvre pour recueillir cet avis doivent figurer au dossier. En cas de carence avérée, il est passé outre.

Dès l'incarcération du mineur, le chef d'établissement adresse un courrier aux titulaires de l'autorité parentale pour les aviser de la date d'écrou du mineur et les informer des jours et heures de visites à l'établissement ainsi que des modalités d'obtention d'un permis de visite. Le numéro de téléphone du service de la protection judiciaire de la jeunesse doit également être mentionné.

Afin de simplifier les procédures ultérieures, ce courrier doit contenir les informations relatives à la défense du mineur devant la commission de discipline. Les titulaires de l'autorité parentale doivent ainsi être interrogés sur leur volonté ou non de voir le mineur assisté par un avocat ainsi que sur l'identité et les coordonnées de cet avocat. Une copie du règlement intérieur de l'établissement leur est communiquée par courrier ou remise lors d'une visite (article D.515-1 du CPP).

En outre, le chef d'établissement leur adresse systématiquement un état mensuel du compte nominatif et les informe de toutes les demandes de permis de visite. En cas de poursuite disciplinaire engagée à l'encontre du mineur, il leur communique une copie de la convocation devant la commission de discipline. Enfin, il doit les aviser lorsqu'une mesure de protection individuelle est prise à l'égard du mineur.

Pour sa part, le service public de la protection judiciaire de la jeunesse les informe de l'emploi du temps élaboré pour le mineur, des projets de sortie. En lien avec l'équipe enseignante, il leur communique, s'ils en font la demande, le livret d'attestation des parcours de formation.

Il est opportun que les titulaires de l'autorité parentale soient consultés pour les décisions importantes prises au cours de la détention et régulièrement informés, par lettre simple ou lors



de leur visite, du déroulement de l'incarcération (par exemple difficultés particulières sur le plan éducatif ou d'apprentissage...).

En matière de santé, les familles sont informées de la réalisation d'un examen médical à l'entrée. Par ailleurs, la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé définit les dispositions nécessaires au traitement de l'urgence, notamment les soins des mineurs. Les parents ne peuvent déléguer à un tiers le droit de consentir à une intervention sur le corps de leur enfant. Le consentement doit être renouvelé avant tout geste médical ou chirurgical important car celui-ci ne peut être donné une fois pour toutes. Seule l'urgence peut autoriser, en l'absence de consentement des parents, un médecin à intervenir.

Il est rappelé qu'il existe des dérogations à l'exercice de l'autorité parentale :

- le refus du jeune à l'information de ses parents, (cf chapitre III 1.3.2.2 du guide méthodologique annexé à la circulaire du 10 janvier 2005)
- le dépistage anonyme et gratuit, VIH, VHC,
- l'accès à la contraception et à la contraception d'urgence,
- l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG),
- le contexte de la maternité

Le chef d'établissement doit avertir les familles de l'orientation du mineur vers une structure de soins ou d'hospitalisation dès lors qu'une indication aura été posée par le médecin.

#### **4.4.2 - Visites, courrier, téléphone et cantine**

##### **4.4.2.1 - Les parloirs**

Aucune disposition spécifique ne figure dans les décrets. Par conséquent, il y a lieu d'appliquer aux mineurs le régime général défini aux articles D.403 et suivants du CPP.

Le rythme minimum des visites est le même que pour les majeurs (article D.410 du CPP), soit au moins trois fois par semaine pour les prévenus, et au moins une fois par semaine pour les condamnés. Il convient cependant de favoriser des visites plus fréquentes.

En outre, dans le cas où la famille du mineur réside loin de l'établissement et ne peut se déplacer fréquemment, il convient d'instaurer systématiquement des parloirs prolongés au bénéfice du mineur et de sa famille.

Le service éducatif de la PJJ intervenant en détention se préoccupe de connaître et, le cas échéant, de faciliter, les moyens de transport utilisables par la famille pour rallier le lieu de détention. A cette fin, il prend notamment l'attache d'associations spécialisées en matière d'accompagnement des familles de détenus ou, lorsqu'il y a double mandatement, du service éducatif de milieu ouvert chargé du suivi du mineur.

Le service éducatif de la PJJ intervenant en détention prépare avec le mineur et sa famille l'organisation du parloir et peut saisir cette occasion pour conduire un entretien éducatif. En EPM, il associe utilement à cette démarche le psychologue de la PJJ intervenant en détention. Il prend soin de réguler les échanges matériels, et notamment de linge, entre le jeune et sa famille.

#### **4.4.2.2 – Le courrier**

Les dispositions des articles D.413 et suivants du CPP relatifs à la correspondance écrite sont applicables aux mineurs détenus.

#### **4.4.2.3 - Le téléphone**

##### Dispositions générales

Sous réserve des dispositions spécifiques de l'article D.512-2 du CPP qui autorise l'accès au téléphone pour les mineurs condamnés et prévenus, les autres dispositions des articles D.419-1 et D.419-3 du CPP telles qu'issues du décret n° 2007-699 relatif au renforcement de l'équilibre de la procédure pénale et à la prévention de la délinquance du 3 mai 2007, sont applicables aux mineurs.

La mise en œuvre de ces dispositions est conditionnée par la mise en place d'installations techniques et de lignes téléphoniques.

Les mineurs ne peuvent téléphoner qu'aux membres de leur famille ou aux personnes participant effectivement à leur éducation ou à leur insertion sociale (article D.512-1 du CPP).

Conformément à l'article D.419-1 du CPP, lorsque le détenu souhaite téléphoner à l'une de ces personnes, le chef d'établissement leur adresse un courrier afin qu'elles justifient de leur identité et de leurs coordonnées (justificatifs de domicile et du lien de parenté).

Le chef d'établissement peut, pour des motifs d'ordre, de sécurité et de prévention des infractions pénales ainsi que s'il apparaît que les communications risquent d'être contraires à la réinsertion du détenu, à l'intérêt des victimes ou sur demande du correspondant, refuser ou retirer, par une décision motivée, l'autorisation d'une communication téléphonique.

S'il est envisagé de refuser ou de retirer une autorisation de communication téléphonique, le chef d'établissement doit solliciter au préalable l'avis des services de la protection judiciaire de la jeunesse.

Sauf s'il est fait droit à une demande, la procédure contradictoire préalable prévue à l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 est applicable (cf. annexe 6)

La fréquence, les jours et heures d'accès au téléphone ainsi que la durée de la communication sont fixés par le règlement intérieur de l'établissement et sont portés à la connaissance du mineur et de ses représentants légaux.

Les conversations téléphoniques des détenus mineurs peuvent être écoutées enregistrées ou interrompues conformément aux dispositions des articles 727-1 et D.419-3 du CPP.

Les autorisations accordées demeurent valables lorsque la condamnation est définitive sauf décision contraire du chef d'établissement fondée sur l'un des motifs prévus à l'article D.515-2 du CPP.

### Dispositions spécifiques aux mineurs prévenus

Outre la décision du chef d'établissement, une autorisation du magistrat saisi du dossier de l'information est nécessaire. Cette autorisation peut être utilement mentionnée dans la notice individuelle rédigée lors de l'incarcération du mineur. Le magistrat peut ainsi y fixer la liste des personnes auxquelles le mineur est autorisé à téléphoner. En l'absence de toutes mentions relatives au téléphone, le chef d'établissement doit saisir le magistrat concerné afin de savoir si le mineur est autorisé à téléphoner en lui adressant la liste des personnes auxquelles le mineur a demandé à téléphoner.

En l'absence de réponse du magistrat compétent, le mineur ne peut téléphoner.

A chaque nouvelle demande du mineur, le magistrat saisi du dossier de l'information doit de nouveau être sollicité.

En outre, en application de l'article D.55 du CPP, le chef d'établissement ne peut que suspendre l'autorisation de communication téléphonique avant décision définitive du magistrat chargé de l'instruction.

#### **4.4.2.4- La cantine**

Les décrets sur la prise en charge des mineurs, ne prévoient pas de modification de la réglementation pénitentiaire pour la gestion des cantines (articles D.343 et suivants du CPP).

Néanmoins, la cantine constitue un des supports les plus intéressants d'un travail éducatif à mener sur le rapport du mineur à l'argent et à l'hygiène alimentaire. Le règlement intérieur peut définir une politique spécifique en la matière, notamment en EPM.

En tout état de cause, il est ainsi recommandé d'opérer une surveillance sur la nature et la quantité des produits cantinés par un même mineur. Les produits non autorisés pour les mineurs par une loi ou un règlement (ex : tabac ; presse pour adultes ) sont de toute manière à exclure de la liste des produits cantinables.

La transmission de l'état du compte nominatif peut être l'occasion pour l'éducateur de la PJJ d'effectuer un travail éducatif auprès de la famille et du mineur, en particulier sur la nature des produits achetés en cantine.

### **4.5 – L'accès des mineurs à l'instruction, à la formation et aux activités socio-éducatives, culturelles et sportives**

L'accès des mineurs détenus à l'instruction et à la formation constitue un enjeu particulier qui requiert l'implication de l'ensemble des personnels concernés, qu'ils relèvent de l'administration pénitentiaire, de la protection judiciaire de la jeunesse ou de l'éducation nationale, afin d'adapter les activités d'enseignement et de formation aux contraintes de la détention et au parcours de chaque mineur.

Le principe de ce droit à l'instruction et à la formation est posé par les dispositions générales du code de procédure pénale (articles D.450 à D.456 du CPP).

Si l'obligation scolaire ne s'applique qu'aux mineurs de moins de 16 ans, il conviendra néanmoins de prendre toutes dispositions utiles pour permettre aux mineurs de plus de 16 ans de poursuivre leurs études. Tout en réaffirmant l'obligation scolaire, le décret introduit des règles spécifiques au régime de détention des mineurs aux articles D.516 à D.518-2 du CPP.

Un dossier de suivi est systématiquement ouvert pour chaque mineur par le référent scolaire après deux semaines de fréquentation scolaire. Ce dossier permet d'attester des parcours de formation, il peut être communiqué au mineur lui-même, à sa famille, à l'équipe pluridisciplinaire et aux magistrats en charge du suivi du mineur.

Afin de structurer le temps de détention et particulièrement la journée du mineur, un emploi du temps est établi, adapté à chaque détenu. Il prend en considération son niveau scolaire ou de formation. L'enseignement et la formation doivent impérativement constituer la part la plus importante de l'emploi du temps de chaque mineur (article D.517 du CPP).

Des temps réservés à des activités sportives (notamment en plein air) et culturelles font aussi partie intégrante de l'emploi du temps du mineur (article D 518 du CPP).

Enfin, il conviendra d'étudier avec les représentants des associations ou des institutions concernées les modalités d'une préparation à la sortie dans les meilleures conditions : à cet égard, les relations avec les missions locales pour l'insertion des jeunes devront être privilégiées. Les perspectives de re-scolarisation ou de suivi des formations après la détention doivent être explorées dès l'incarcération en établissant des liens avec l'éducation nationale en amont et en aval.

En ce qui concerne le travail susceptible d'être réalisé par les mineurs, conformément à l'article D.517-1 du CPP, seuls les détenus âgés de plus de 16 ans peuvent en bénéficier. L'accès au travail revêt un caractère exceptionnel, afin qu'il ne se fasse pas au détriment de la formation du mineur.

L'article D.518-2 du CPP impose que l'ensemble des mineurs bénéficie d'un accès direct à la bibliothèque.

En maison d'arrêt, des créneaux horaires spécifiques aux détenus mineurs doivent impérativement être prévus. La constitution d'un fonds annexe et d'un catalogue au sein du quartier mineur ne peut être autorisée.

A travers l'organisation d'activités socioculturelles, les professionnels de la PJJ visent à étayer le travail de socialisation mené quotidiennement auprès de chaque mineur. A ce titre, ils privilégient notamment les activités d'expression artistique, de création ou encore de valorisation de l'estime de soi. Il leur appartient de sensibiliser le mineur à différentes formes d'expression et, ce faisant, de faire émerger chez lui des potentialités originales.

Dès lors, les services du secteur public de la PJJ intervenant en détention déploient au sein de la détention des mineurs des techniques, des savoir-faire, des approches éprouvées dans ses structures traditionnelles. Lorsque cela est possible, ils ont le souci de s'appuyer sur les ressources du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) jusque là habilité en la matière.

Ils programment et, dans la mesure du possible, animent eux-mêmes les activités culturelles qu'ils estiment adaptées aux profils et aux besoins des adolescents détenus. A défaut, ils

délèguent l'animation à des associations spécialisées, que la PJJ subventionne ou rémunère à cette fin.

De manière générale, l'intervention de l'ensemble des professionnels en détention doit conduire à proposer aux mineurs des activités tout au long de la journée afin de rompre l'oisiveté.

#### **4.6 - L'accès aux soins des mineurs détenus**

Le code de la santé publique, les articles D.360 et suivants du code de procédure pénale, et en particulier par la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé s'appliquent aux mineurs détenus. Ils précisent que les soins dispensés ont lieu dans une unité de consultation et de soins ambulatoires (UCSA), un service médico-psychologique régional (SMPR) ou un établissement hospitalier.

La prise en charge sanitaire des mineurs en détention nécessite une continuité entre les approches curatives, l'information, et la dimension préventive.

Une organisation de travail définie par un projet réunissant l'ensemble des partenaires (UCSA, SMPR, AP, PJJ, EN...) et prenant en compte la déontologie des différents professionnels et un suivi opérationnel permet de renforcer l'efficacité d'une approche globale de santé pour ce public.

Depuis la loi n°94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale, la prise en charge sanitaire des personnes détenues est confiée au service public hospitalier, tant pour les soins dispensés en établissements pénitentiaires que pour les consultations spécialisées et les hospitalisations réalisées dans les établissements publics de santé. Les détenus sont pris en charge par l'assurance maladie pour les soins qui leur sont dispensés. Ce régime est identique en EPM.

Chaque EPM dispose d'une unité de consultations et de soins ambulatoires (UCSA), rattachée à un des services de l'hôpital lié par un protocole ou une convention avec l'établissement pénitentiaire. Cette unité assure durant la journée et les jours ouvrables les soins aux mineurs détenus en prenant en compte les différentes préconisations<sup>2</sup> sur la prise en charge des adolescents avec pour objectifs :

- d'apporter une réponse de santé,
- de fournir aux adolescents des informations, des conseils, une aide au développement d'un projet de vie,
- de favoriser l'accueil en continu par des professionnels divers pour faciliter l'accès de ceux qui ont tendance à rester en dehors des circuits plus traditionnels,
- de garantir la continuité et la cohérence des prises en charge.

Le praticien responsable de l'UCSA organise à ce titre le suivi des personnes détenues et coordonne les actions de prévention et d'éducation pour la santé qui leur sont destinées.

---

<sup>2</sup> SROS de troisième génération

Circulaire DHOS/O2 n° 2004-507 du 25 octobre 2004 relative à l'élaboration du volet psychiatrie et santé mentale du schéma régional d'organisation sanitaire de troisième génération,

Circulaire DHOS/O1/DGS/DGAS n°517 du 28 octobre 2004

Conférence de la famille, juin 2004 et cahier des charges des maisons des adolescents

Une articulation étroite avec l'équipe médicale de psychiatrie (secteur de psychiatrie générale, secteur de psychiatrie infanto-juvénile ou SMPR), la PJJ et l'AP favorisant la synergie des acteurs et la mise en œuvre de prises en charge globales pluri-professionnelles et pluri-institutionnelles, est une condition de la réussite d'un projet de santé adapté aux besoins des adolescents en grande difficulté, incarcérés. Il convient de rappeler que la simple transposition d'un modèle essentiellement basé sur une offre de soins curatifs et de consultations individuelles sans prise en compte de l'individu dans sa globalité et sa souffrance serait largement inopérante face à des jeunes qui n'expriment pas toujours directement leurs besoins et qui rencontrent parfois des difficultés à verbaliser leur demande.

Une problématique majeure demeure : la continuité des soins à la sortie de détention. Une circulaire préparée conjointement par les services des ministères de la santé et de la justice précisera le projet global de santé des mineurs en détention.

En tout état de cause, la préparation à la sortie et la continuité des prises en charge entre le milieu fermé et le milieu ouvert doivent être une préoccupation permanente de l'équipe pluridisciplinaire.

#### **4.7 - Les mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité et moyens de contrainte à la disposition de l'administration pénitentiaire, notamment ceux prévus par les dispositions des articles D.265 à D.283-6 du CPP, doivent systématiquement être adaptés aux mineurs détenus.

##### **4.7.1 - Menottes et entraves**

L'article 803 du CPP prévoit que *« nul ne peut être soumis au port des menottes ou des entraves que s'il est considéré soit comme dangereux pour autrui ou pour lui-même, soit comme susceptible de tenter de prendre la fuite »*.

L'article D.283-4 du même code prévoit que les menottes ou les entraves peuvent être utilisées par *« mesure de précaution contre les évasions »*.

A l'égard des mineurs, le caractère d'exception conféré par la loi au port des menottes et des entraves doit être particulièrement respecté. Par conséquent, le port des menottes est limité aux mineurs dont la dangerosité est avérée, soit par le profil pénal (condamnations pour des faits de violences par exemple) soit par des incidents qui ont eu lieu en détention, soit par un risque d'évasion.

Le port des entraves est limité aux cas très exceptionnels de grande dangerosité et ne doit pas se combiner avec le port de menottes.

Il appartient au chef d'établissement ou à la personne désignée par lui, en considération de la dangerosité du mineur, des risques d'évasion et de son état de santé, de déterminer si le détenu doit ou non faire l'objet de moyens de contrainte et d'en préciser la nature. Cette appréciation doit être individualisée et circonstanciée.

#### **4.7.2 - Fouilles**

L'article D.275 du CPP relatif à la fouille des détenus est applicable aux mineurs.

Compte tenu de l'atteinte portée à l'intimité des détenus par la pratique des fouilles intégrales, celles-ci ne doivent intervenir sur les détenus mineurs que dans les circonstances suivantes :

- à l'entrée ou à la sortie de l'établissement ;
- à l'issue de toute visite de personnes extérieures à l'établissement, à l'exclusion des avocats et des visiteurs de prison (sauf circonstances particulières) ;
- avant un placement au quartier disciplinaire ;
- à l'initiative du chef d'établissement ou de la personne par lui désignée lorsque des circonstances particulières le justifient (fouille de la cellule par exemple).

#### **4.7.3 - Isolement**

L'isolement administratif est supprimé (article D.283-1 modifié du CPP)

L'isolement judiciaire prononcé par le magistrat en charge du dossier de l'information peut être décidé pour des mineurs de plus de 16 ans uniquement (article D.56-1 modifié du CPP).

#### **4-8 - La mesure de protection individuelle**

Il est introduit à l'article D.520 du code de procédure pénale une nouvelle mesure spécifiquement applicable aux mineurs : la mesure de protection individuelle.

Tout détenu mineur peut demander à bénéficier d'une mesure de protection individuelle.

Le chef d'établissement peut faire droit à cette demande, après avis de l'équipe pluridisciplinaire, dès lors que les circonstances de la détention ou la personnalité du mineur nécessitent la mise en œuvre de mesures de protection particulières. En effet, pendant le temps de la détention, un mineur peut rencontrer des difficultés importantes ou des dangers potentiels ou avérés vis-à-vis du groupe qui imposent de l'extraire momentanément de la vie collective.

Cette mesure ne peut être décidée d'office par le chef d'établissement. Le consentement du mineur à la mesure doit être recueilli par écrit.

La décision de mise sous protection individuelle doit être portée à la connaissance du magistrat saisi du dossier de l'information ou en charge de l'application des peines.

Le mineur détenu bénéficiant d'une mesure de protection individuelle fait l'objet d'un encadrement et d'un suivi éducatifs renforcés et peut, en cas de besoin, être dispensé de tout ou partie de la vie collective. Il convient cependant d'indiquer que cette mesure ne suspend pas l'exercice de ses droits, et notamment les droits de visite et de correspondance, de promenade, de cantine, d'accès à l'enseignement et au culte, selon des modalités compatibles avec la mesure.

Afin de concilier les objectifs de sécurité et de protection, il est préférable d'installer le mineur dans une cellule dont la localisation permet un éloignement suffisant de son groupe tout en maintenant son encadrement par les professionnels (par exemple, dans une cellule située à un autre étage ou dans une autre aile du bâtiment dans le cas d'un quartier des mineurs, ou dans une autre unité de vie dans le cas d'un établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs). Les modalités de mise en œuvre de cette mesure dépendent de la configuration des locaux et relèvent de la compétence du chef d'établissement.

La mesure de protection individuelle ne peut excéder une durée de six jours, renouvelable une fois. La durée maximale de cette mesure est de douze jours par période de détention de quatre mois.

Le chef d'établissement est également seul compétent pour décider du renouvellement de la mesure en fonction de la persistance d'éléments de risque pour la santé ou la sécurité du mineur.

Le chef d'établissement peut y mettre fin à tout moment après avoir entendu le mineur concerné et avoir recueilli l'avis de l'équipe pluridisciplinaire.

#### **4.9 - Les éléments constitutifs du projet de sortie**

En ce qui concerne le projet de sortie du mineur, il convient de distinguer deux situations :

- Le projet de sortie dans le cas de la levée d'un mandat de dépôt;
- Le projet de sortie en aménagement ou fin de peine : en application des dispositions prévues par la loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (LAJEC) du 09 mars 2004, l'équipe éducative prépare les projets relatifs à l'exécution et aux éventuels aménagements de la peine.

En lieu et place des SPIP qui assuraient cette mission jusque là, les services de la protection judiciaire de la jeunesse doivent donc désormais construire et faire vivre des projets de sortie à destination de l'ensemble des mineurs détenus. Les orientations et modalités de ce projet peuvent être connues dès l'incarcération : le projet de sortie peut s'appuyer sur ce qui a pu être posé avant la mise sous écrou.

Cette phase d'élaboration est engagée tout au long de la période de détention, dans le cadre notamment des réunions hebdomadaires de l'équipe pluridisciplinaire spécifiquement destinées à établir des bilans et tracer des perspectives sur la situation du détenu.

Dans ce processus, l'ensemble des professionnels des deux administrations, qui ont à connaître la situation du jeune sont amenés à prendre part à la réflexion sur le projet de sortie et, suivant les circonstances, à sa mise en œuvre.

La protection judiciaire de la jeunesse reste pilote de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets de sortie en lien permanent avec l'équipe pluridisciplinaire.

Le projet de sortie intègre au minimum les questions suivantes :

- hébergement : le mineur est-il destiné à faire l'objet d'une mesure de placement judiciaire, à intégrer un hébergement individualisé ou à réintégrer le domicile familial ?



- Insertion socioprofessionnelle : quelle forme de scolarité, de formation ou d'emploi s'ouvrent à lui dès la sortie de détention ?
- Socialisation : quel est son degré d'autonomie dans la société qu'il retrouve, notamment dans son rapport aux administrations, dans son positionnement dans le temps et dans l'espace ?
- Couverture sociale...

Une note interne de la PJJ viendra préciser les principes et modalités d'articulation entre les différents services de la PJJ susceptibles d'être intéressés à l'élaboration des projets de sortie des mineurs détenus.

## **V - LE REGIME DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX MINEURS DETENUS<sup>3</sup>**

Le décret n°2007-814 du 11 mai 2004 modifie la procédure disciplinaire applicable aux mineurs détenus afin de prendre en considération l'intervention des services de la protection judiciaire de la jeunesse.

Plusieurs dispositions spécifiques viennent s'intégrer au régime disciplinaire des détenus tel que défini aux articles D.249 et suivants du CPP. Elles concernent la procédure disciplinaire et les sanctions applicables aux mineurs.

Le texte crée également de nouvelles sanctions disciplinaires et modifie les modalités d'application des sanctions existantes, afin d'adapter la sanction disciplinaire à l'âge du mineur et à sa personnalité, et d'apporter la réponse la plus adaptée.

### **5.1 - Le régime disciplinaire**

#### **5.1 1- La procédure disciplinaire**

##### **5.1.1.1 - L'intervention de la protection judiciaire de la jeunesse**

En application de l'article D.250-1 du code de procédure pénale, lorsque des poursuites disciplinaires à l'encontre d'un mineur sont envisagées, les services de la protection judiciaire de la jeunesse élaborent un rapport écrit sur « *la situation personnelle, sociale et familiale du mineur* » qu'ils transmettent au chef d'établissement. Ce rapport n'a pas vocation à émettre un avis sur l'opportunité d'engager des poursuites disciplinaires qui relève de la compétence exclusive du chef d'établissement ou de son délégataire, mais donne un éclairage sur la personnalité du mineur, le contexte familial, les difficultés particulières qu'il peut rencontrer. Autant d'éléments qui doivent être pris en considération par le chef d'établissement pour décider d'engager ou non, des poursuites disciplinaires contre le mineur.

Les observations de la PJJ doivent, par ailleurs, être recueillies lorsque la révocation d'un sursis assorti de l'obligation d'effectuer des travaux de nettoyage est envisagée.

Un représentant des services de la protection judiciaire de la jeunesse peut également, sur invitation du chef d'établissement et sous réserve de l'accord de son chef de service, assister

---

<sup>3</sup> Ces dispositions ne sont pas applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

à la commission de discipline. Dans ce cas, il intervient à l'audience au cours de l'instruction du dossier, pour donner à la commission de discipline des informations sur la personnalité du mineur : comportement du mineur dans les groupes d'activité, investissement dans la formation, contexte familial, etc. (article D.250-4 du CPP). Il s'agit de fournir à la commission de discipline les éléments d'appréciation nécessaires au prononcé de la sanction la plus adaptée. Dans cet objectif, il apparaît important que l'auteur du rapport soit l'éducateur référent et qu'il assiste lui-même à la commission de discipline, sauf impossibilité. Il ne participe pas au délibéré.

Enfin, il convient de préciser qu'un éducateur peut rédiger un rapport d'incident s'il est témoin ou victime d'une faute disciplinaire commise par un mineur. En pareil cas, il n'apparaît pas souhaitable que cet éducateur soit chargé du rapport sur la situation personnelle du détenu, destiné à la commission de discipline, ni qu'il y assiste.

#### **5.1.1.2 - L'assistance par un avocat**

L'article 24 de la loi du 12 avril 2000 sur le fondement duquel l'assistance par un avocat est applicable à la procédure disciplinaire, ne prévoit pas de dispositions spécifiques pour les mineurs. L'assistance par un conseil est donc facultative mais il demeure nécessaire d'interroger les titulaires de l'autorité parentale sur cette question.

Néanmoins, toutes les dispositions doivent être prises pour que les mineurs comparaissant devant la commission de discipline puissent bénéficier de l'assistance d'un avocat.

Si l'avocat choisi par les titulaires de l'autorité parentale ne peut ou ne veut pas assurer la défense du mineur, il convient d'en demander la désignation au bâtonnier conformément aux dispositions de la circulaire SADJPV du 18 avril 2002 relative à la rétribution de l'avocat assistant une personne détenue devant la commission de discipline d'un établissement pénitentiaire. (Le formulaire joint à cette circulaire doit être utilisé).

Conformément à la pratique déjà en cours dans de nombreux établissements pénitentiaires, il y a lieu d'élaborer une convention avec le barreau du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se situe l'établissement pénitentiaire pour qu'un avocat soit présent lors des audiences disciplinaires (spécialisation de quelques avocats, avocat de permanence, etc).

## **5.2 - Les sanctions disciplinaires**

En application de l'article D. 251-1-1 du CPP, lorsque le détenu est mineur, les sanctions disciplinaires sont prononcées en considération de son âge, de sa personnalité et de son degré de discernement.

Les sanctions disciplinaires prévues pour les détenus majeurs, ne sont plus applicables aux mineurs.

Les sanctions applicables aux mineurs visent à limiter le recours au quartier disciplinaire en offrant plus d'alternatives. Ces sanctions se doublent d'un caractère éducatif (notamment la sanction de réparation) particulièrement adapté aux mineurs. Elles visent en premier lieu à faire prendre conscience au mineur du préjudice causé par son acte.

Les sanctions d'interdiction de recevoir des subsides ou de suppression de l'accès au parloir sans dispositif de séparation n'existent plus pour les mineurs.

En aucun cas, une sanction disciplinaire ne doit limiter l'accès aux soins.

### **5.2.1 - Les sanctions générales de l'article D. 251-1-1 du CPP**

Les sanctions applicables quelle que soit la faute commise sont prévues à l'article D.251-1-1 1° à 6° du CPP :

- 1° l'avertissement ;
- 2° la privation, pour une période maximum de 15 jours, des achats en cantine, sauf pour les produits d'hygiène et de correspondance ;
- 3° la privation pour une durée maximum de 15 jours de tout appareil audiovisuel dont il a l'usage personnel ;
- 4° une activité de réparation ;
- 5° la privation ou la restriction d'activités culturelles, sportives et de loisirs pour une période maximum de 8 jours (désormais possible sans que la faute commise ne l'ait été au cours de ces activités) ;
- 6° le confinement en cellule ordinaire.

Seules les nouveautés issues du décret sont commentées ci dessous.

#### *La privation d'appareil audiovisuel*

La privation de tout appareil audiovisuel est désormais possible même si la faute commise est sans lien avec l'utilisation d'un de ces appareils. Cela peut concerner la télévision mais aussi tout autre appareil tel que lecteur MP 3, console de jeux, etc.

Ainsi, par exemple, la privation de télévision peut sanctionner une incivilité et non plus seulement la dégradation du poste lui-même.

#### *La privation ou restriction d'activités*

La privation ou la restriction d'activités culturelles, sportives et de loisirs est désormais possible même si la faute a été commise en dehors de ces activités. Il ne peut en aucun cas s'agir d'une activité d'enseignement ou de formation.

#### *L'activité de réparation*

L'objectif poursuivi dans le prononcé de cette sanction est de faire comprendre au mineur la portée de son acte et de lui rappeler les règles de fonctionnement de la détention ainsi que les conséquences de leur transgression.

Il appartient au chef d'établissement de définir, après consultation du service du secteur public de la PJJ intervenant en détention, le contenu exact de l'activité de réparation, qui doit être précisé dans la décision de la commission de discipline.

Il peut s'agir d'une réparation à l'égard de la victime (ex. : excuses orales ou écrites), mais aussi à l'égard de la collectivité. L'activité de réparation peut ainsi consister en un écrit du mineur sur la faute commise et le préjudice causé à la collectivité.

Le mineur peut aussi être amené à effectuer des activités au profit de la collectivité. Il s'agira principalement de tâches de nettoyage ou de rangement des locaux. Cette sanction est destinée à faire prendre conscience au mineur du préjudice subi par la collectivité carcérale en cas de dégradations des installations qui lui sont destinées. Il est préconisé que l'activité de réparation se déroule sur une durée totale maximum de 10 heures.

Quelle que soit l'activité de réparation envisagée, elle ne peut être prononcée qu'après obtention de l'accord préalable du mineur et des titulaires de l'autorité parentale (article D. 251-1-4 du CPP).

#### *Le confinement en cellule ordinaire*

Cette sanction peut désormais être prononcée, non seulement à l'encontre des mineurs âgés de plus de 16 ans comme le prévoyait déjà le régime disciplinaire antérieur, mais également, dans des conditions restrictives, à l'encontre de mineurs âgés de moins de 16 ans.

- Pour les détenus âgés de plus de 16 ans

Le confinement peut être prononcé à l'instar du régime disciplinaire antérieur, quelle que soit la faute disciplinaire commise (article D. 251-2 du CPP).

En revanche, le quantum de la sanction de confinement en cellule ordinaire a été réduit :

- pour les fautes du premier degré, il est désormais de 7 jours maximum.
- pour les fautes de 2<sup>ème</sup> degré, de 5 jours
- pour les fautes du 3<sup>ème</sup> degré, 3 jours.

- Pour les détenus âgés de moins de 16 ans

Le confinement en cellule ordinaire à l'encontre d'un mineur de moins de 16 ans ne peut être prononcé que pour **des fautes du premier degré** pour lesquelles une sanction de placement en cellule disciplinaire est encourue pour les détenus mineurs de plus de 16 ans (dernier alinéa de l'article D.251-1-1 du CPP).

Il s'agit des fautes suivantes :

#### ○ fautes du premier degré (art. D.249-1 du CPP) :

1° violences physiques à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement pénitentiaire ;

2° participation à toute action collective de nature à compromettre la sécurité de l'établissement ;

3° détention d'objets ou substances dangereux pour la sécurité des personnes (hormis les stupéfiants) ;

- 4° obtention ou tentative d'obtention par menace de violences ou contrainte d'un engagement, d'une renonciation ou de la remise d'un bien quelconque ;
- 5° exercice de violences physiques à l'encontre d'un codétenu ;
- 6° participation à une évasion ou tentative d'évasion ;
- 8° actes intentionnels de nature à mettre en danger la sécurité d'autrui.

La durée du confinement pour les mineurs de moins de 16 ans est au **maximum de trois jours**.

- Le régime du confinement applicable à tous les mineurs

Contrairement à la sanction de confinement des détenus majeurs, elle n'entraîne pas pour les mineurs l'interruption de la scolarité ou de la formation (D. 251-2 CPP modifié).

### **5.2.2 - Les sanctions spécifiques**

#### **5.2.2.1 - La mise à pied d'un emploi ou d'une activité de formation (D. 251-1-3 du CPP)**

Cette sanction d'une durée maximale de trois jours peut être prononcée lorsque la faute disciplinaire a été commise au cours ou à l'occasion du travail ou de cette activité.

Applicable uniquement aux mineurs de plus de 16 ans, elle ne doit être prononcée qu'en cas de faute grave, l'exclusion des dispositifs d'insertion devant demeurer exceptionnelle.

Le déclassement définitif d'un emploi ou d'une formation ne peut être prononcé en commission de discipline.

#### **5.2.2.2 - Le placement en cellule disciplinaire (D.251-1-2 du CPP)**

Cette sanction ne peut être prononcée qu'à l'encontre d'un mineur âgé de plus de 16 ans, à titre exceptionnel.

Les fautes susceptibles d'être sanctionnées par un placement en cellule disciplinaire ont été circonscrites aux fautes les plus graves de chacune des trois catégories prévues aux articles D.249-1 et suivants du CPP.

Il s'agit des fautes suivantes :

- fautes du premier degré (article D.249-1 du CPP) :

- 1° violences physiques à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement pénitentiaire ;
- 2° participation à toute action collective de nature à compromettre la sécurité de l'établissement ;
- 3° détention d'objets ou substances dangereux pour la sécurité des personnes (hormis les stupéfiants) ;
- 4° obtention ou tentative d'obtention par menace de violences ou contrainte d'un engagement, d'une renonciation ou de la remise d'un bien quelconque ;

- 5° exercice de violences physiques à l'encontre d'un codétenu ;
- 6° participation à une évasion ou tentative d'évasion ;
- 8° actes de nature à mettre en danger la sécurité d'autrui.

- fautes du deuxième degré (article D.249-2 du CPP) :

- 1° menaces à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission ou en visite au sein de l'établissement (les insultes ne sont plus passibles d'une sanction de cellule disciplinaire) ;
- 2° participation à des actions collectives de nature à perturber l'ordre de l'établissement ;
- 7° soustraction à une sanction disciplinaire prononcée à son encontre.

- fautes du troisième degré (article D.249-3 du CPP) :

- 3° menaces à l'encontre d'un codétenu (les insultes ne sont plus passibles d'une sanction de cellule disciplinaire).

**Le quantum de la sanction de placement en cellule disciplinaire a été réduit pour les fautes du premier degré : il est de 7 jours maximum.**

**Pour les fautes des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés, il est respectivement de 5 et 3 jours.**

#### **5.2.2.2.1 - Le placement en prévention (article D.250-3 modifié du CPP)**

Le placement préventif en cellule disciplinaire pour le mineur de 16 à 18 ans n'est désormais possible que pour les **fautes du premier degré visées à l'article D. 251-1-2**, c'est à dire :

- 1° violences physiques à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement pénitentiaire ;
- 2° participation à toute action collective de nature à compromettre la sécurité de l'établissement ;
- 3° détention d'objets ou substances dangereux pour la sécurité des personnes (hormis les stupéfiants) ;
- 4° obtention ou tentative d'obtention par menace de violences ou contrainte d'un engagement, d'une renonciation ou de la remise d'un bien quelconque ;
- 5° exercice de violences physiques à l'encontre d'un codétenu ;
- 6° participation à une évasion ou tentative d'évasion ;
- 8° actes de nature à mettre en danger la sécurité d'autrui.

#### **5.2.2.2.2 - Le régime du quartier disciplinaire**

Le régime de détention applicable aux mineurs placés au quartier disciplinaire diffère désormais de celui applicable aux majeurs.

En effet, compte tenu de la place prépondérante donnée à l'enseignement et à la formation dans le parcours personnel du mineur, désormais le placement au quartier disciplinaire n'interrompt plus les activités d'enseignement ou de formation.

De même, en raison du rôle primordial des liens familiaux entretenus par le mineur au cours de sa détention, les visites de sa famille et de toute autre personne participant effectivement à l'éducation ou à l'insertion sociale du mineur sont maintenues. L'appréciation de cette qualité est établie d'un commun accord entre les services de la PJJ et de l'administration pénitentiaire.

Les professionnels du service du secteur public de la PJJ intervenant en détention doivent visiter le mineur placé au quartier disciplinaire au moins une fois par jour.

Ces visites visent à assurer :

- la continuité de la prise en charge éducative entre ce temps spécifique de la détention et les temps de détention ordinaire ;
- la mise en œuvre éventuelle d'un travail éducatif immédiat sur les actes à l'origine du placement au quartier disciplinaire et sur la sanction induite ;
- le repérage de demandes ou besoins du mineur ;
- la contribution, autant qu'il est possible, à l'atténuation de l'effet anxiogène du placement au quartier disciplinaire.

**Pour rappel, toutes les fautes et notamment la possession de stupéfiants ou les insultes continuent de pouvoir être sanctionnées mais par d'autres sanctions que le confinement et la cellule disciplinaire.**

### **5.3 - Le prononcé de la sanction**

Les règles de l'article D.251-5 du CPP autorisant le cumul de sanctions en cas de poursuites simultanées pour plusieurs fautes ne sont pas applicables aux mineurs. Dès lors, on ne peut prononcer qu'une seule sanction par procédure disciplinaire.

Le sursis peut être prononcé pour toutes les sanctions comme pour les majeurs, ainsi que le sursis assorti de l'exécution de travaux de nettoyage prévu par l'article D.251-7 du CPP. Toutefois, cette dernière sanction ne concerne que les détenus de plus de 16 ans et pour une durée globale maximale de 20 heures.

En cas d'inexécution des travaux de nettoyage, constatée suite à un rapport d'un membre du personnel de surveillance, les observations du service de la PJJ doivent être recueillies.

Quelle que soit la sanction prononcée, les titulaires de l'autorité parentale ou les représentants légaux du mineur doivent en être avisés par courrier.

Conformément aux dispositions de l'article D.250-6 du CPP, une copie de la décision est adressée au juge des enfants et au magistrat saisi du dossier de l'information, le cas échéant.

En outre, le chef d'établissement fait un rapport à la commission d'application des peines de toute sanction de confinement ou de cellule disciplinaire quelle qu'en soit sa durée (article D.250-6 alinéa 2 du CPP).

## VI – NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMISSIONS DE SORTIR

Jusqu'à présent, les mineurs ne pouvaient pas bénéficier du régime des permissions de sortir applicable en centre de détention du fait de leur incarcération dans des quartiers de maisons d'arrêt.

Désormais, qu'ils soient incarcérés en maison d'arrêt ou en EPM, les mineurs peuvent se voir octroyer une permission de sortir au tiers de leur peine, ou à la moitié de celle-ci s'ils sont condamnés en état de récidive légale (article D.146-3 du CPP).

Pour les peines de moins d'un an d'emprisonnement, aucune condition de durée d'exécution de la peine n'est requise pour l'examen d'une demande de permission de sortir.

Les motifs d'octroi des permissions de sortir sont ceux définis aux articles D.143 et D.145 du CPP.

Les dispositions de l'article D.146 du CPP sont applicables aux mineurs. Par conséquent la durée des permissions de sortir qui leur sont octroyées peut être portée à cinq jours et, une fois par an, à dix jours.

\*\*\*\*\*

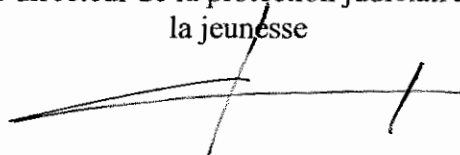
Compte tenu du caractère novateur du dispositif, nous vous demandons de bien vouloir nous faire-part des difficultés éventuelles d'application de ces instructions afin de pouvoir, en tant que de besoin, les adapter.

Le directeur de l'administration  
pénitentiaire



Claude d'HARCOURT

Le directeur de la protection judiciaire de  
la jeunesse



Philippe-Pierre CABOURDIN